

AQUI SOCIAL

LA SEMAINE SOCIALE EN NOUVELLE-AQUITAINE



VOTRE REVUE DE PRESSE
DU 05 AU 09 JANVIER 2026

NUMÉRO 13

**150 EMPLOIS ANNONCÉS
SUR UNE PLATEFORME
LOGISTIQUE À MARMANDE**

**LA CGT DÉFEND LES LIGNES
DE TRAIN DU LIMOUSIN ET
DEMANDE DES TRAVAUX**

**L'EX CONSEILLÈRE BANCAIRE
AVAIT DÉTOURNÉ 30 000 €**

**LES POLICIERS DÉMÉNAGENT
À PÉRIGUEUX, CEUX DE
COGNAC ATTENDRONT**

**APRÈS LES NAO, LES
SALAIRES AUGMENTENT
À L'ODHAC 87**

LES MÉDECINS LIBÉRAUX DISENT LEUR MAL-ÊTRE

De nombreux médecins de la région ont assuré le service minimum cette semaine, en soutien au mouvement de grogne inédit décidé à l'échelon national pour protester, jusqu'à mercredi prochain, contre la loi de financement de la sécurité sociale. Ils dénoncent un trop-plein de restrictions, allant croissantes au fil des années.

A Pau, 200 médecins libéraux ont défilé lundi dans les rues, jusqu'à l'ARS. En Charente, plusieurs cabinets fonctionnaient au ralenti. A Périgueux, 200 opérations n'appelant aucune urgence ont été décalées. De pareils phénomènes ont été observés à Niort et à Limoges.

L'agence régionale de santé a réquisitionné vingt généralistes pour tenter de juguler les effets du mouvement, qu'elle observe plus particulièrement suivi en Gironde (y compris par SOS médecins), dans les Pyrénées-Atlantiques, les Landes, les Deux-Sèvres et la Charente.

VOTRE ANNONCE ICI

Contact & devis

PUB@AQUISOCIAL.FR





REVENDICATIONS

HAUTE-VIENNE / CORRÈZE / CREUSE

LA CGT APPELLE AU MAINTIEN DES TRAVAUX D'URGENCE SUR LES LIGNES FERROVIAIRES

Les cheminots CGT du Limousin alertent sur la situation de plusieurs petites lignes ferroviaires du territoire. Elles sont menacées de fermeture après l'annonce du conseil régional de Nouvelle-Aquitaine de ne plus financer les travaux d'urgence en 2026. Sont concernées notamment les lignes Limoges-Ussel (via Eymoutiers), Ussel-Tulle-Brive (Corrèze), Limoges-Guéret-Montluçon (Creuse) ou encore Limoges-Saint-Yrieix-Objat-Brive (Haute-Vienne, Corrèze). Ces travaux permettent d'éviter limitations de vitesse et fermetures sur un réseau vieillissant : le syndicat appelle à ne pas y renoncer. A noter qu'une vingtaine d'organisations se mobiliseront par ailleurs le 31 janvier en gare de Limoges, pour une manifestation intitulée "la colère des sans trains". Toutes réclament le même maintien en bon état des lignes de Nouvelle-Aquitaine et du Massif Central.

SOURCES

La Montagne, éditions de la Corrèze et de la Creuse, 08/01/2026, p. 5 ; 09/01/2026, p. 4
Le Populaire du Centre, 08/01/2026, p. 5

VIENNE

LE CANDIDAT PS À LA MAIRIE DE POITIERS PRÊT À RENFORCER ET À ARMER LA POLICE MUNICIPALE

Le conseiller municipal d'opposition socialiste candidat à la mairie de Poitiers, François Blanchard, nourrit l'ambition d'armer la police municipale et d'en renforcer significativement l'effectif. Il a assumé mardi cette politique sécuritaire devant les caméras de Val de Loire TV. M. Blanchard a indiqué que s'il était élu, les policiers passeraient de 30 à 45 et seraient dotés d'armes intermédiaires, ne s'interdisant pas une évolution vers des dispositifs létaux si besoin.

SOURCES

La Nouvelle République, 07/01/2026, p. 9

► **LES AGRICULTEURS** ont poursuivi toute la semaine leurs actions, se dirigeant, de partout dans la région, vers la capitale en tracteurs. Diverses actions de blocage étaient organisées ça et là, quelques incidents ont été déplorés. La mobilisation reste vive.

CHARENTE

L'EHPAD DE CHALAI MOBILISÉ OBTIENT UNE RÉVISION DE L'ORGANISATION

Plus de la moitié des salariés de l'Ehpad Talleyrand de Chalais, dans le sud de la Charente, se sont mis en grève jeudi pour dénoncer des conditions de travail dégradées. Les personnels ont alerté sur une réorganisation jugée inadaptée, le non-remplacement de l'absentéisme et des difficultés à poser des congés, avec des répercussions sur la prise en charge des résidents. Le mouvement, soutenu par la CGT, a conduit à une réunion avec la direction des hôpitaux du Sud-Charente. À l'issue des échanges, la direction a acté une révision de l'organisation, l'aménagement des règles de congés et le recours à des recrutements complémentaires pour sécuriser les équipes.

SOURCES

Charente Libre, 09/01/2026, p.18

HAUTE-VIENNE

LA PRIME DE FIN DE CONTRAT DES CONTRACTUELS VERSÉE TRÈS EN RETARD PAR LE RECTORAT

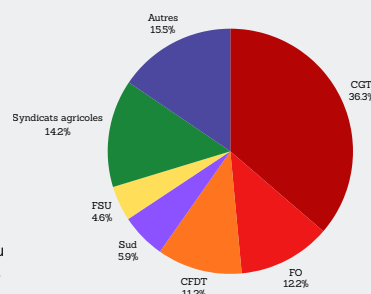
La CGT Educ'Action monte au créneau à Limoges pour dénoncer la situation de plusieurs enseignants contractuels du premier degré qui restent en attente de leur indemnité de fin de contrat. Onze personnels sont concernés par ce que le rectorat qualifie de souci administratif, ajoutant vouloir régulariser la situation d'ici au mois prochain. Le syndicat rappelle que cette prime de 10% du salaire brut est de plein droit. Il dénonce la position de l'administration, contradictoire selon lui avec le souhait de fidéliser les contractuels.

SOURCES

Le Populaire du Centre, 06/01/2026, p. 11

La médiatisation des syndicats dans la PQR en Nouvelle-Aquitaine

Constatée par notre revue de presse, sur la période du 15/09/2025 au 09/01/2026.





REVENDICATIONS

HAUTE-VIENNE

LES SALARIÉS DU MUSÉE DE LA PORCELAINES DEMANDENT DES EFFECTIFS SUPPLÉMENTAIRES

Une dizaine de salariés du musée national de la porcelaine Adrien-Dubouché de Limoges ont annoncé jeudi un préavis de grève lors d'un rassemblement, quatre mois après un cambriolage ayant conduit au vol de plusieurs œuvres classées. Les personnels alertent sur un manque d'effectifs titulaires, un recours jugé excessif aux vacataires de courte durée et des moyens insuffisants pour assurer la sûreté du site. Soutenus par la CGT, ils estiment que l'insuffisance de personnels formés complique la surveillance des collections et entraîne des fermetures de salles, notamment lors d'expositions temporaires.

SOURCES

Le Populaire du Centre,
09/01/2026, p.11

VIENNE

LES AGENTS DE SERIS VEULENT PLUS DE MOYENS POUR ASSURER LA SÉCURITÉ DE SAFRAN

Des agents de sécurité de l'entreprise Seris, affectés au site Safran de Châtelleraut (Vienne), ont débrayé jeudi à la mi-journée devant les grilles de l'usine. Dix-sept salariés assurent la sécurité de ce site industriel classé organisme d'importance vitale.

Le mouvement, organisé par la section CGT du prestataire, dénonce des conditions de travail dégradées, des salaires jugés insuffisants, un sous-effectif récurrent et l'absence de certains postes d'encadrement. Le syndicat réclame notamment des revalorisations salariales et la création de postes supplémentaires. La CGT de Safran Châtelleraut a apporté son soutien.

SOURCES

La Nouvelle République, édition de la Vienne,
09/01/2026, p.18

Notre baromètre social

Méthodologie. Nous proposons une tendance du climat social des territoires en Nouvelle-Aquitaine, en croisant différents indicateurs médiatiques, relevés par nos soins dans la PQR jour après jour, et statistiques, fournis par des organismes officiels.

Chaque département reçoit une note sur dix, moyenne des critères négatifs et positifs, calculés pour 10 000 salariés employés (la région en compte 2,5 M), afin de permettre une comparaison significative en dépit des disparités du nombre de salariés. Plus la moyenne est élevée, meilleur nous semble le climat social du territoire.

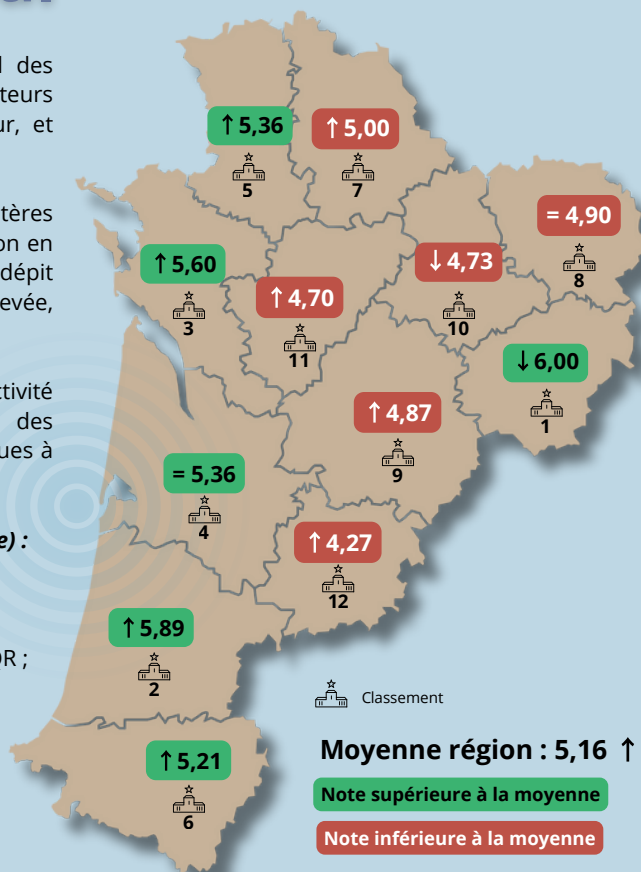
Il s'agit strictement d'un sentiment, à l'instant t, fonction de l'activité médiatique, et forcément en partie biaisé par la propension des travailleurs à communiquer mais aussi par les intérêts journalistiques à refléter leurs actions, au gré des rédactions.

Indicateurs négatifs (plus le taux est élevé, moins la note est bonne) :

- Taux de chômage - Insee ;
- Taux de revendications (grèves, manifestes, etc.) - PQR ;
- Plans sociaux - PQR ;
- Conflits du travail portés devant les tribunaux et médiatisés - PQR ;
- Taux d'accidents du travail - Carsat.

Indicateurs positifs (plus le taux est élevé, meilleure est la note) :

- Investissements - PQR ;
- Initiatives en faveur de l'emploi et de la formation - PQR ;
- Créations d'entreprises - Insee ;
- Besoins en main d'œuvre - France Travail ;
- Accords d'entreprises signés - Légifrance.





DROIT DU TRAVAIL

VIENNE

LE RESPONSABLE NE FAISAIT PAS L'AFFAIRE : SON LICENCIEMENT CONFIRMÉ PAR LE TRIBUNAL

Le licenciement d'un agent contractuel recruté par la commune de Châtelleraut (Vienne) a été confirmé par le tribunal administratif de Poitiers. Employé pour trois ans en avril 2022, l'agent avait vu ses fonctions interrompues moins d'un an plus tard pour insuffisance professionnelle. Saisie en juillet 2023, la juridiction a jugé le 11 décembre que la procédure avait été conduite conformément aux règles applicables. Les juges ont retenu plusieurs manquements durables, tant sur le plan professionnel que comportemental, malgré des alertes répétées de la hiérarchie. La demande d'indemnisation, chiffrée à 100 000 euros, a été rejetée.

SOURCE

La Nouvelle République, édition de la Vienne, 06/01/2026, p.12

DEUX-SÈVRES

UN AN DE PRISON FERME POUR LE PATRON APRÈS LA CHUTE MORTELLE DE SON SALARIÉ

Hier, le tribunal correctionnel de Niort a condamné le dirigeant d'une entreprise de couverture pour la mort de son unique salarié, victime d'une chute de huit mètres lors d'un chantier à Sainte-Ouene (Deux-Sèvres) à l'été 2022. L'enquête a établi l'absence de protections collectives et individuelles, malgré leur mention sur le devis, et des manquements aux règles de sécurité sur le lieu de travail. Le tribunal a retenu la responsabilité pénale de l'employeur pour homicide involontaire, le condamnant à deux ans de prison dont un an ferme aménageable. L'entreprise a également été sanctionnée d'une amende de 20 000 euros.

SOURCE

La Nouvelle République, édition des Deux-Sèvres, 09/01/2026, en ligne

CHARENTE

L'EMPLOYEUR AU TRIBUNAL APRÈS QUE SON INTÉRIMAIRE AIT PERDU UN DOIGT AU TRAVAIL

Un jeune intérimaire, victime d'un accident du travail en février 2024 à Salles-d'Angles (Charente), a vu son employeur jugé mardi devant le tribunal correctionnel d'Angoulême. Le manutentionnaire s'était sectionné la dernière phalange de l'auriculaire avec une perceuse, écopant de 35 jours d'ITT. L'entreprise est poursuivie pour manquements aux obligations de sécurité, notamment pour des gants inadaptés et un défaut de formation. Le parquet a requis des amendes. Délibéré le 4 février.

SOURCE

Charente Libre, 08/01/2026, p. 4

L'INSPECTION DU TRAVAIL EN RÉGION

---CHARENTE---

05.16.16.62.00 - 9h00 à 12h00 - 13h30 à 16h30. [Mail](#).

---CHARENTE-MARITIME---

05.17.83.47.31 - 8h30-12h15 et 13h30-17h00 (ve. 16h00). Mails [UC1](#) ou [UC2](#)

---CORRÈZE---

05.87.01.91.10. [Mail](#).

---CREUSE---

0 806 000 126 - Lu, Ma et Je de 9h à 11h30 / Me de 8h à 12h30. [Formulaire de contact](#).

---DEUX-SÈVRES---

05.49.17.27.00 - du lu au ve : 9h00 à 11h30 - 13h30 à 16h00. [Mail](#).

---DORDOGNE---

05 53 03 65 00. [Mail](#)

---GIRONDE---

05.47.47.47.47. du lu au ve : 9h00 à 11h30 - 13h30 à 16h00. 4 UC. Voir [ici](#).

---HAUTE-VIENNE---

05.19.76.12.00 - du lu au ve : 9h00 à 11h30 - 14h00 à 16h00. [Mail](#).

---LANDES---

05 58 46 65 43 - [Mail](#)

---LOT-ET-GARONNE---

05 53 98 66 66 - du lu au ve 9h00 à 11h30 / 14h00 à 16h30 (16h00 le ve). [Mail](#).

---PYRÉNÉES-ATLANTIQUES---

05 59 14 80 30 (Pau) - 05 59 14 80 40 (Bayonne). [Mail](#).

---VIENNE---

05 17 84 50 00 de 9h00 à 11h30 et 13h30 à 16h00. [Mail](#).

VOUS VOULEZ TOUCHER LES LECTEURS D'AQUISOCIAL ?

PRENEZ VOTRE PLACE

PUB@AQUISOCIAL.FR

Contact & devis

Retrouvez **AQUISOCIAL** sur tous vos écrans





ACCORDS D'ENTREPRISE

HAUTE-VIENNE

LES SALAIRES AUGMENTENT DE 1% À L'ODHAC 87 DANS LE CADRE DES NAO

L'Odhac87, bailleur social basé à Isle (Haute-Vienne), a conclu le 15 décembre un accord de négociation annuelle obligatoire pour 2026 avec la CFDT, syndicat majoritaire. L'accord prévoit une augmentation collective de 1 % des salaires au 1er janvier 2026, complétée par des revalorisations individuelles décidées par la direction. La valeur des titres-restaurant est également relevée à 7,50 euros, avec une participation patronale portée à 55 %. L'accord confirme par ailleurs les dispositifs existants en matière de temps de travail, de télétravail, d'astreintes et d'intéressement, ainsi que les engagements sur l'égalité professionnelle, avec un index égalité femmes-hommes de 92/100 en 2024. Il s'applique à l'ensemble des salariés de droit privé jusqu'au 31 décembre 2026.

SOURCE

Légifrance

[Le texte de l'accord](#)**RENOV AUTO DU CENTRE DOUBLE QUASIMENT SON CONTINGENT D'HEURES SUPP'**

Les salariés de la SAS Renov Auto du Centre, garage franchisé France Pare-Brise implanté à Limoges, ont validé un accord d'entreprise sur les heures supplémentaires.

Le texte porte le contingent annuel d'heures supplémentaires de 220 à 420 heures par salarié, afin de répondre aux contraintes d'activité et aux délais imposés par la clientèle. Les heures restent majorées à 25 % puis 50 %, conformément au Code du travail. Au-delà de 420 heures, les salariés bénéficieront d'une contrepartie obligatoire en repos à 100 %. L'accord, conclu pour une durée indéterminée, concerne l'ensemble des salariés à temps complet dont le temps de travail est décompté en heures.

SOURCE

Légifrance

[Le texte de l'accord](#)

CORRÈZE

DES SEMAINES DE 39 HEURES ET 23 JOURS DE RTT PAR AN À LA SEM DE LA CORRÈZE

Les salariés de la Société d'économie Mixte d'Aménagement et d'Équipement de la Corrèze, basée à Brive-la-Gaillarde, bénéficient d'un nouvel accord sur l'organisation annuelle du temps de travail. Ce dispositif prévoit une durée hebdomadaire de 39 heures, l'octroi de 23 jours de RTT par an, et la déclaration quotidienne des heures via un outil dédié. Les absences et les arrivées ou départs en cours d'année sont prises en compte au prorata pour le calcul des droits.

L'accord, approuvé à la majorité des deux tiers du personnel, s'applique à l'ensemble des salariés, hors cadres dirigeants et temps partiel. Un suivi annuel est prévu.

SOURCE

Légifrance

[Le texte de l'accord](#)

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES / LANDES

DES AUGMENTATIONS CIBLÉES POUR LES FEMMES, ET LE CONGÉ PATERNITÉ FAVORISÉ AUX LABOS

Les Laboratoires des Pyrénées et des Landes (LPL) ont signé un accord en faveur de la diversité, du respect et de l'égalité professionnelle femmes-hommes pour la période 2026-2027.

Conclu avec la CGT et FO, le texte couvre la rémunération, les conditions de travail, l'articulation vie professionnelle-vie personnelle, la formation et la prévention des violences.

Malgré un index égalité femmes-hommes de 99/100 en 2024, le texte vise à réduire les écarts de salaires moyens, notamment par des augmentations ciblées en faveur des femmes, et prévoit le maintien du salaire pendant le congé paternité après un an d'ancienneté.

Des mesures concernent aussi la grossesse, la santé psychologique, le télétravail, le droit à la déconnexion et la prise en compte des violences conjugales.

SOURCE

Légifrance

[Le texte de l'accord](#)

SUIVEZ LE FIL
WWW.AQUISOCIAL.FR



ACCORDS D'ENTREPRISE

CORRÈZE

L'OPH DE LA CORRÈZE REVOIT SON ACCORD SUR LE TEMPS DE TRAVAIL

L'Office public de l'habitat de la Corrèze, basé à Tulle, et la délégation syndicale FO ont signé un avenant modifiant l'accord sur le temps de travail. Le texte encadre plus strictement les horaires, prévoit des retenues en cas de solde négatif et interdit les heures supplémentaires non autorisées depuis le mois dernier. Les plages fixes et variables sont maintenues. L'avenant réserve désormais le forfait annuel en jours aux seuls cadres, avec une liste de fonctions éligibles. Le décompte des journées impose un minimum de cinq heures travaillées.

SOURCE

Légifrance

[Le texte de l'accord](#)

CHARENTE-MARITIME

ALTERNATURE POSE LES CONDITIONS DE CONSULTATION DE SA BDD ÉCONOMIQUE

Les représentants du personnel de la société Alternature de Périgny bénéficient d'un accès sécurisé à une base de données économiques, sociales et environnementales, conformément à la loi du 14 juin 2013. Ce dispositif, mis en œuvre par la direction des ressources humaines, vise à faciliter la consultation sur les orientations stratégiques de l'entreprise et à garantir la confidentialité des informations sensibles. L'accord prévoit une actualisation semestrielle des données et impose aux membres du comité social et économique, ainsi qu'aux délégués syndicaux, une stricte obligation de discrétion. La position des syndicats est actée par la signature d'un engagement individuel de confidentialité.

SOURCE

Légifrance

[Le texte de l'accord](#)

Les accords d'entreprises sont **publiquement diffusés** sur www.legifrance.fr

AQUISOCIAL

Les résumés pour vous

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

LUR BERRI ÉTEND LE PÉRIMÈTRE DE SON UES ET SES AVANTAGES À ALLIANCE OCCITANE

Les salariés du groupe Lur Berri voient le périmètre de leur Unité économique et sociale (UES) élargi avec l'intégration d'Alliance Occitane, actée par un avenant signé le 4 décembre 2025 à Aicirits, dans les Pyrénées-Atlantiques. Cette extension porte à 17 sociétés l'UES Lur Berri et permet aux salariés d'Alliance Occitane de bénéficier de la représentation du personnel au sein du CSE unique, ainsi que des œuvres sociales et culturelles existantes. L'accord confirme la primauté des accords collectifs négociés au niveau de l'UES (temps de travail, télétravail, épargne salariale, égalité professionnelle...), applicables à l'ensemble des salariés, avec d'éventuelles mesures d'adaptation transitoires. La représentativité syndicale CFDT, issue des élections de 2024, demeure inchangée jusqu'au prochain cycle électoral.

SOURCE

Légifrance

[Le texte de l'accord](#)

DORDOGNE

DAVANTAGE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES ANNUELLES CHEZ MOTOCULTURE OCCITANE

La société Motoculture Occitane, implantée à Marcillac-Saint-Quentin (Dordogne), a conclu un accord avec l'ensemble de ses salariés pour relever le contingent annuel d'heures supplémentaires. L'entreprise, confrontée à une activité saisonnière et à un contingent conventionnel jugé insuffisant, fixe désormais ce plafond à 400 heures par an et par salarié. Les majorations légales sont maintenues, et les heures effectuées au-delà du contingent ouvriront droit à un repos compensateur. L'accord prévoit aussi une commission de suivi réunie chaque année et sera soumis à l'approbation des salariés avant son dépôt auprès des services compétents.

SOURCE

Légifrance

[Le texte de l'accord](#)

Transmettez nous vos infos en direct

info@aquisocial.fr



ACCORDS D'ENTREPRISE

LANDES

150 € POUR LES SALARIÉS DE MAÏSADOUR QUI RECOURENT AU TRANSPORT VERTUEUX

L'UES Maïsador et les syndicats FGA/CFDT, CFE-CGC et CGT ont signé un accord instaurant un forfait mobilité durable, le 4 décembre 2025 à Haut-Mauco. Le dispositif prévoit une indemnité annuelle de 150 euros, exonérée de cotisations sociales et d'impôt sur le revenu, pour les salariés utilisant au moins 100 jours par an un mode de transport « vertueux » (vélo, vélo à assistance électrique, covoiturage). Le montant est proratisé en cas de temps partiel ou de présence incomplète sur l'année. L'accord vise à encourager les mobilités durables et à soutenir financièrement les trajets domicile-travail alternatifs à la voiture individuelle.

SOURCE

Légifrance

[Le texte de l'accord](#)

LA CLASSIFICATION DES EMPLOIS ÉVOLUE À L'OFFICE XL HABITAT DANS LES LANDES

L'Office public de l'habitat des Landes (XL Habitat) et les syndicats CFDT et FO ont signé le 11 décembre 2025 un avenant révisant la classification des emplois, applicable à compter du 1er janvier.

Le texte aligne les 64 métiers de l'office sur la nouvelle convention collective nationale OPCHS, issue de la fusion des branches du logement social. Chaque emploi est désormais coté selon six critères (autonomie, responsabilité, coopération/management, relationnel, technicité, connaissances) et positionné dans une grille à treize classes.

L'accord prévoit une revalorisation immédiate du salaire de base lorsque le minimum conventionnel de la classe est supérieur à la rémunération actuelle. Une commission de suivi paritaire accompagnera les évolutions des métiers.

SOURCE

Légifrance

[Le texte de l'accord](#)

GIRONDE

L'APAJH MET EN PLACE SON ACCORD D'ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES EN GIRONDE...

L'APAJH de la Gironde et les syndicats CFDT et CGT ont signé mi novembre 2025 un accord collectif sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et la qualité de vie au travail, applicable jusqu'au 1er décembre 2026. Le texte s'applique à l'ensemble des salariés de l'association et fixe des engagements en matière d'égalité salariale, de recrutement, de conditions de travail, d'articulation vie professionnelle-vie personnelle et d'accès à la formation. Il prévoit notamment le suivi des écarts de rémunération, la promotion de la mixité des métiers, des aménagements du temps de travail, des dispositifs en faveur de la parentalité et le déploiement de la démarche qualité de vie et conditions de travail (QVCT), avec des indicateurs annuels de suivi présentés au CSE.

SOURCE

Légifrance

[Le texte de l'accord](#)

DORDOGNE

...ET UNE AIDE EXCEPTIONNELLE POUR LES ACTIVITÉS SOCIALES ET CULTURELLES DE CELLE DU 24

Les négociations annuelles obligatoires de l'APAJH de la Dordogne ont abouti au maintien d'une politique salariale alignée sur la classification conventionnelle, au moyen d'un budget de formation renforcé et d'un abondement exceptionnel de 10 000 € destiné aux activités sociales et culturelles du CSE. La direction prévoit d'accepter toutes les demandes de retraite progressive et fixe le calendrier d'ouverture et de fermeture des sites pour 2026. Le CSE avait notamment porté des demandes sur l'équité de traitement, la mobilité, les fins de carrière et la rémunération en cas d'arrêt maladie.

SOURCE

Légifrance

[Le texte de l'accord](#)

Chaque semaine ici

TOUTE L'INFO SOCIALE À TÊTE REPOSÉE



ACCORDS D'ENTREPRISE

VIENNE

L'AGENCE DÉPARTEMENTALE DU TOURISME DE LA VIENNE REVOIT SON COMPTE ÉPARGNE TEMPS

Les salariés de l'agence départementale du tourisme de la Vienne, basée à Poitiers, vont bénéficier d'un nouvel accord sur le compte épargne temps (CET), conclu pour une durée indéterminée. Ouvert sur la base du volontariat aux salariés justifiant de 12 mois d'ancienneté, le dispositif permet d'épargner jusqu'à 11 jours ouvrés par an, dans la limite d'un plafond de 50 jours. Il prévoit un abondement de l'employeur d'un jour pour 11 capitalisés.

SOURCE Légifrance

[Le texte de l'accord](#)

CHARENTE

126 CONSEILS RÉVISE SON ACCORD SUR L'ORGANISATION ANNUELLE DU TEMPS DE TRAVAIL

Les salariés de la société 126 CONSEILS, située à Saint-Yrieix-sur-Charente (Charente), ont ratifié le 18 décembre un accord d'entreprise sur l'organisation annuelle du temps de travail. Le texte prévoit une modulation sur l'année, avec une durée de référence fixée à 1 607 heures, et précise les modalités de prise des jours de repos et de rémunération lissée.

SOURCE Légifrance

[Le texte de l'accord](#)

CORRÈZE

L'ADMR DE LA CORRÈZE FAIT DÉSORMAIS UNITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Les salariés de l'ADMR de Corrèze, fédération et associations locales, sont désormais réunis sous une Unité Économique et Sociale (UES) à Brive-la-Gaillarde. Ce regroupement vise à garantir une représentation collective unique, avec maintien des mandats du CSE jusqu'à la prochaine échéance et transfert des missions au sein d'un CSE unique. Les syndicats CGT et FO, présents lors de la signature, participent au dialogue social structuré par cet accord, qui prévoit également la continuité des droits et des moyens pour les représentants du personnel.

SOURCE Légifrance

[Le texte de l'accord](#)

GIRONDE

UN ACCORD POUR ENCADRER LES MODALITÉS DE NÉGOCIATION DU PSE CHEZ ALP À TALENCE...

L'Association laïque Le Prado (ALP) de Talence et les syndicats FO, Sud Santé Sociaux et CGT ont signé fin novembre un accord de méthode encadrant la négociation d'un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE), dans un contexte de réduction des financements de la protection de l'enfance décidée par le Département de la Gironde et de l'arrêt du dispositif Parcours par la DDETS. L'accord concerne les établissements Gardera et Parcours, avec 60 postes menacés au total. Il fixe un calendrier précis d'information-consultation du CSE, les modalités de négociation du PSE et prévoit un dispositif de reclassement interne anticipé, incluant cartographie des postes vacants, entretiens individuels et critères de départage. L'objectif affiché est de limiter les licenciements économiques et de sécuriser les parcours professionnels des salariés concernés.

SOURCE Légifrance

[Le texte de l'accord](#)**... UN AUTRE SUR LE PLAN DE SUPPRESSION DE POSTES À LA PROTECTION DE L'ENFANCE**

L'Association des Œuvres Girondines de Protection de l'Enfance (AOGPE) et la CGT ont signé le 9 décembre 2025 un accord collectif fixant un périmètre restreint d'application des critères d'ordre des licenciements, dans le cadre d'un projet de licenciement économique de moins de dix salariés. Confrontée à une baisse de 219 880 euros des financements départementaux pour ses Maisons d'Enfants à Caractère Social (MECS) Montméjean et Raba, l'association prévoit plusieurs suppressions de postes et modifications de contrats, notamment au service « Chambre en ville » du foyer d'accueil Montméjean. L'accord limite l'application des critères d'ordre à ce seul service, tout en prévoyant une recherche active de reclassement interne, avec plusieurs postes identifiés en CDI au centre d'accueil Raba. Seuls les salariés refusant les propositions de pourront être licenciés ou voir leur contrat modifié.

SOURCE Légifrance

[Le texte de l'accord](#)



EMPLOI & FORMATION

LOT-ET-GARONNE

DES DÉTENUS FABRIQUENT LES CASIERS DU COLLÈGE DE VILLENEUVE-SUR-LOT

Des détenus du centre de détention d'Eysses, à Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne), ont fabriqué des casiers métalliques pour un collège de la ville. Cette commande publique du Département s'inscrit dans un dispositif de travail en détention visant l'insertion professionnelle, l'acquisition de compétences et la préparation à la sortie. Les détenus travaillent selon des horaires encadrés et participent à des projets locaux. Ce partenariat sera étendu à d'autres structures.

SOURCE

Sud Ouest toutes éditions,
05/01/2026, p.10

DORDOGNE

L'AÉROPORT DE BERGERAC GÉNÈRE PRÈS D'UN MILLIER D'EMPLOIS

L'aéroport de Bergerac, en Dordogne, joue un rôle significatif dans l'emploi local, selon une étude du cabinet Protourisme présentée mi décembre devant les élus de la Communauté d'agglomération bergeracoise. Le rapport chiffre à environ 500 les emplois directs liés à la plateforme, auxquels s'ajoutent près de 300 emplois induits dans le territoire. L'étude évalue également à 52 millions d'euros les retombées économiques annuelles générées par l'activité aéroportuaire.

SOURCE

Sud Ouest, Dordogne,
05/01/2026, p.18

VIENNE

VSB AUTOMOBILES VA OUVRIR SA CARROSSERIE ET RECRUTER TROIS PERSONNES

Spécialiste du véhicule d'occasion, de la réparation à la vente, la société VSB Automobiles, basée à Vouneuil-sous-Biard, dans la Vienne, prévoit de créer un atelier de carrosserie et de recruter trois personnes. Fondée en 2017, boostée par un prêt d'honneur du réseau "Entreprendre en Poitou-Charentes", elle emploie actuellement dix personnes sur une surface d'un peu plus de 20 000 m².

SOURCE

La Nouvelle République, édition de la Vienne,
06/01/2026, p. 9

CHARENTE

MANSLE-LES-FONTAINES RECRUTE SON PREMIER POLICIER MUNICIPAL

La commune de Mansle-les-Fontaines, 2 150 habitants, dans le nord de la Charente, annonce la création d'un poste de policier municipal pour ce printemps. Cet agent, premier du genre dans cette ville, aura entre autres en charge la gestion de la vidéosurveillance que la commune a particulièrement déployée.

SOURCE

Charente Libre,
05/01/2026, p. 21

AVOCATS
*Spécialistes du droit
du travail ?*
FAITES LE SAVOIR ICI



EMPLOI & FORMATION

Le Chiffre

85 538

Offres d'emploi ce matin
en région sur le site
francetravail.fr

-6,79%

VS DERNIÈRE PARUTION

GIRONDE

LE MÉDOC CHERCHE DÉJÀ UNE CENTAINE DE SAISONNIERS POUR CET ÉTÉ

Les acteurs touristiques du Médoc commencent à rechercher leurs saisonniers pour cet été. L'office de tourisme Médoc Atlantique propose son deuxième job dating le 22 janvier après-midi à l'hôtel Vatel de Bordeaux. Une centaine d'offres d'emplois y seront présentées par une quinzaine de professionnels du territoire. Les étudiants sont particulièrement ciblés.

SOURCE

Sud Ouest Bassin d'Arcachon,
07/01/2025, p. 16



LOT-ET-GARONNE

150 EMPLOIS ANNONCÉS SUR UNE PLATEFORME LOGISTIQUE AU SUD DE MARMANDE

La construction d'une plateforme logistique sur la zone d'activité économique Marmande-Sud, à Samazan (Lot-et-Garonne), doit générer environ 150 emplois d'ici au mois de février 2027.

Le projet à 20 M€ est porté par le promoteur immobilier Scannell Properties, pour le compte d'un acteur de la grande distribution dont le nom n'est pas encore communiqué. Le site, d'une surface de 13 771 m², accueillera des activités de réception, tri et expédition de produits frais. Les futurs recrutements concerneront principalement des métiers de la logistique, mais aussi des fonctions supports et d'encadrement.

SOURCE

Sud Ouest Lot-et-Garonne,
09/01/2026, p. 10

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

LE CONCOURS OUVRE-BOÎTE DOPE LA CRÉATION D'ENTREPRISES À PAU

La création d'entreprises progresse dans les quartiers à Pau, comme l'a montrée la 7ème édition du concours Ouvre-Boîte, organisée par France Active Nouvelle-Aquitaine et l'agglomération paloise. Trois projets récents ont été récompensés par des aides financières pour soutenir leur lancement ou leur développement. Le concours met en avant l'entrepreneuriat de proximité dans des quartiers prioritaires, avec un accent sur l'emploi local, l'économie sociale et solidaire et l'accompagnement de porteurs de projets souvent éloignés des circuits classiques de financement.

SOURCE

La République des Pyrénées, 08/01/2026, p. 6



Varions les sources

Envoyez-nous
vos communiqués

info@aquisocial.fr



PLANS & CESSIONS

EN RÉGION

BILAN MOROSE À L’AFFICHE DE PLUSIEURS CINÉMAS DE LA RÉGION EN 2025

Plusieurs cinémas de la région tirent un bilan peu enthousiaste de l'année écoulée. Alors que la fréquentation a reculé de 13 % au niveau national, la tendance n'a pas été plus glorieuse en Nouvelle-Aquitaine, en raison d'une offre jugée moins attractive et de l'augmentation du prix des billets. La fin d'année a toutefois permis de limiter le recul grâce aux sorties de films grand public durant les vacances de Noël.

En **Limousin**, notamment à Limoges et à Brive-la-Gaillarde, plusieurs exploitants de salles constatent un manque de renouvellement des productions, en particulier des grandes franchises américaines, ainsi qu'un essoufflement des comédies françaises. Le secteur subit également les effets différés de la grève des acteurs et scénaristes à Hollywood en 2023, qui a ralenti la création et la sortie de nouveaux films. En **Dordogne**, le gérant du Rex de Sarlat tire le même constat mais s'attend à un cru 2026 plus prometteur, sur la base d'une offre à venir jugée davantage alléchante.

SOURCE Ici Limousin, 05/01/2026, en ligne
Sud Ouest Dordogne, 06/01/2025, p. 18

HAUTE-VIENNE

UNE NOUVELLE TÊTE ET DES RECRUTEMENTS CHEZ LES CHARPENTIERIS LIMOUSINS

Philippe Géant, 43 ans, ex collaborateur de Vinci, vient de reprendre l'entreprise "Les Charpentiers Limousins" à Razès, en Haute-Vienne. Succédant au gérant historique qui lui a transmis cette affaire spécialisée dans les charpentes traditionnelles et industrielles, il ambitionne d'atteindre les 3 millions d'euros de chiffres d'affaires d'ici à 2029. La société emploie près de vingt salariés. Elle recrute actuellement plusieurs profils pour accompagner son développement. Une nouvelle ligne de fabrication est par ailleurs envisagée.

SOURCE Le Populaire du Centre, 06/01/2026, p. 10

CORRÈZE

EN REDRESSEMENT JUDICIAIRE, AXIOMA CHERCHE UN REPRENEUR À SAINT-PANTALÉON

Faute de nouveaux investisseurs, l'entreprise Axioma Biologicals, spécialisée dans les biostimulants agricoles et implantée à Saint-Pantaléon-de-Larche (Corrèze), a été placée en redressement judiciaire le 22 décembre. La procédure vise à préserver l'activité et les 22 emplois que compte l'entreprise. Le tribunal de commerce de Brive a fixé au 2 février la date limite de dépôt des offres de reprise, dans la perspective d'un adossement à un industriel du secteur de l'agritech.

SOURCE La Montagne, édition de la Corrèze, 06/01/2026, p. 7

CHARENTE / DORDOGNE

LES POLICIERS DE PÉRIGUEUX DÉMÉNAGENT, CEUX DE COGNAC VONT ENCORE ATTENDRE

Interpellé jeudi par le sénateur charentais François Bonneau, Laurent Panifous, ministre délégué en charge des relations parlementaires, est resté évasif au sujet des travaux du nouveau commissariat de **Cognac**, réclamés de longue date.

Le représentant du gouvernement s'est borné à déclarer que le dossier serait intégré aux objectifs de "moyen terme", arguant que le coût du chantier était passé de 5,5 à 7,5 M€.

A **Périgueux** cependant, les nouveaux locaux sont pratiquement terminés après deux ans de travaux et les policiers vont s'y installer mardi prochain, quittant le commissariat qu'ils occupaient depuis un demi-siècle. Une enveloppe d'un peu plus de 10 M€ était dévolue à ce chantier.

SOURCE Charente Libre, 09/01/2026, p. 15
Dordogne Libre, 09/01/2026, p. 7

L'AGENDA SOCIAL

Janvier



Job dating saisonniers du Médoc, pour l'été et à destination des étudiants. Hôtel Vatel à Bordeaux, de 14 h à 19 h.



"La colère des sans-trains". Manif en gare de Limoges pour le maintien des lignes du Limousin et du Massif central. Dès 15 h.



PLANS & CESSIONS

ACTU RÉGION

DEUX OFFRES DE REPRISES DÉPOSÉES POUR SAUVER L'HERMIONE

Selon les informations d'Ici Pays Basque, deux offres de reprise ont été déposées mardi pour sauver l'Hermione, immobilisée en cale sèche dans le port de Bayonne depuis septembre 2021. L'une d'elles émane d'un journaliste de France Info, et de cinq anciens marins ayant navigué à bord du trois-mâts. Le collectif défend un projet visant à préserver un navire capable de naviguer, y compris en cas de liquidation. Les travaux nécessaires sont estimés à 5 millions d'euros, engagés par phases. Un million d'euros seraient immédiatement nécessaires.

SOURCE

Ici Pays Basque, 07/01/2026, en ligne.



Tous les métiers sont sur

AQUISOCIAL

l'hebdo qui **élargit** votre horizon

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

LE CAMPUS AGRO-NUMÉRIQUE À 50 M€ TOUJOURS AU POINT MORT À ORTHEZ

La centaine d'emplois annoncée dans les dix ans autour du projet de campus agro-numérique à la Minoterie d'Orthez demeure, à ce stade, totalement incertaine. Aucun investissement (50 M€ envisagés) n'a été réalisé depuis l'accord de principe voté par le conseil municipal en décembre 2022. Le site demeure propriété de la Ville, faute de versement des montants prévus pour leur acquisition. Le porteur du projet conditionne toujours l'opération à des transferts financiers internationaux retardés.

SOURCE

Sud-Ouest Béarn & Soule, 08/01/2026, p. 11

GIRONDE

A BORDEAUX, LA RÉGIE DE L'EAU ÉLARGIT SES MISSIONS ET DOPE SA MASSE SALARIALE

a Régie de l'eau Bordeaux Métropole a élargi ses missions à l'assainissement collectif et à la gestion des eaux pluviales le 1^{er} janvier, entraînant une évolution notable de ses effectifs. À la suite de la fin du contrat avec la Sabom, filiale de Veolia, 200 agents ont été transféré à la structure. Les effectifs atteignent désormais environ 750 salariés. Cette intégration se traduit par une hausse de la masse salariale, qui représente 25 % du budget de fonctionnement, sur une enveloppe globale de 200 millions d'euros. Les personnels concernés assurent désormais en interne des missions auparavant externalisées : exploitation des réseaux, travaux, mais aussi une part accrue de maîtrise d'œuvre.

SOURCE

Sud Ouest Bordeaux Agglo,
09/01/2026, p.14-15



CHAQUE MATIN
WWW.AQUISOCIAL.FR
LIT POUR VOUS 30 ÉDITIONS
DE LA PRESSE
QUOTIDIENNE RÉGIONALE



Notre résumé à **09 : 00**



INVESTISSEMENTS

DEUX-SÈVRES

BIENTÔT UNE NOUVELLE BRIGADE DE GENDARMERIE ET UNE CASERNE PROVISOIRE À ECHIRÉ

La ville d'Echiré (3 500 habitants), dans les Deux-Sèvres, accueillera cet été une caserne de gendarmerie provisoire, dans l'attente d'un nouveau bâtiment devant sortir de terre d'ici à 2029. Dix gendarmes doivent intégrer les locaux en vue d'accompagner cette création de brigade, financée à hauteur de plusieurs millions d'euros.

SOURCE La Nouvelle République, édition des Deux-Sèvres, 05/01/2026, en ligne.

SUIVEZ NOUS
SUR LES RÉSEAUX



PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

TBH2 AQUITAINE AUTORISÉE À CHERCHER DE L'HYDROGÈNE EN BÉARN ET EN SOULE

Fondée en 2022, TBH2 Aquitaine peut espérer accélérer son développement. L'État lui a accordé un nouveau permis exclusif de recherches d'hydrogène naturel et d'hélium dans les Pyrénées-Atlantiques. Publié le 24 décembre au Journal officiel, ce permis, délivré pour cinq ans, couvre environ 524 km² en Béarn et en Soule, incluant la Haute-Soule, les vallées de Barétous et d'Aspe ainsi qu'une partie du secteur d'Oloron-Sainte-Marie. Les travaux prévus portent sur des opérations d'exploration du sous-sol.

SOURCE Sud Ouest Béarn & Soule, 05/01/2026, p.14



EN BOURSE CETTE SEMAINE

Les investisseurs...

...achètent

Poujoulat <i>Fabrication de cheminées</i>	Niort (79)	8,20€	22,75%
Hunyvers <i>Véhicules de loisirs</i>	Limoges (87)	7,90€	22,29%
Ashler & Manson <i>Courtier en assurances</i>	Bordeaux (33)	2,68€	20,72%
Immersion <i>Logiciels</i>	Bordeaux (33)	2,50€	17,92%
Aelis Farma <i>Biotechnologie</i>	Bordeaux (33)	1,18€	8,26%
Rémy-Cointreau <i>Vins et spiritueux</i>	Cognac (16)	40,20€	8,06%
Lectra <i>Technologie, logiciels</i>	Cestas (33)	24,50€	7,46%
Valbiotis <i>Santé</i>	Périgny (17)	0,69€	6,15%
Groupe Gascogne <i>Papier, emballage, bois</i>	Mimizan (40)	2,26€	4,63%
Oeneo <i>Vitivinicole</i>	Cognac (16)	9,24€	2,90%
Mon Courtier Energie <i>Courtier en énergie</i>	Bordeaux (33)	5,30€	1,92%
Eaux de Royan <i>Distribution d'eau</i>	Royan (17)	43,60€	1,40%
Hydrogène de France <i>Hydrogène</i>	Blanquefort (33)	3,88€	1,31%
Klarsen <i>Datamarketing</i>	Bordeaux (33)	0,86€	1,18%

-1,47 %

(Depuis le 18/12/2025)

...achètent (suite)

Rougier <i>Exploitation et travail du bois</i>	Niort (79)	14,70€	0,68%
--	------------	--------	-------

...vendent

Europlasma <i>Trait. des déchets dangereux</i>	Morcenx (40)	0,26€	-16,13%
Fontaine Pajot <i>Construction navale</i>	La Rochelle (17)	102,40€	-6,91%
i2s <i>Imagerie industrielle</i>	Pessac (33)	6,70€	-4,29%
Docks pétrol. d'Ambès <i>Stockage pétrolier</i>	Cestas (33)	890,00€	-3,26%
UV Germi <i>Matériels industriels UV</i>	Saint-Viance (19)	2,88€	-3,03%
Cheops technology <i>Services informatiques</i>	Canéjean (33)	59,50€	-1,65%
Legrand <i>Équipement électrique</i>	Limoges (87)	124,10€	-0,52%
Arverne <i>Géothermie</i>	Pau (64)	4,96€	-0,40%

Nous suivons la performance boursière des principales entreprises de la région cotées à Paris dont nous avons connaissance. Les cours sont arrêtés au jeudi soir, l'évolution reflète la tendance sur la semaine glissante, d'un numéro d'Aquisocial à l'autre.

Nous suivons 27 entreprises dans dix des onze départements de la région : leurs capitalisations varient de moins d'un million à 37 milliards d'euros (Legrand). Ne sont listées ici que celles qui ont donné lieu à transactions.

SOURCE Infographie Aquisocial / Google Finance / Euronext



FAITS-DIVERS

VIENNE

ILS AVAIENT VOLÉ DES BOTTES CHANEL À L'USINE : LES CINQ PRÉVENUS CONDAMNÉS

Cinq hommes ont été reconnus coupables jeudi par le tribunal correctionnel de Poitiers du vol aggravé de 498 paires de bottes Chanel commis en mars 2022 dans un hangar de l'usine Aigle d'Ingrandes-sur-Vienne (Vienne). Le préjudice matériel est évalué à plus de 420 000 euros pour la marque Chanel et à plus de 40 000 euros pour l'entreprise Aigle. Les juges ont estimé au terme d'une très longue audience le faisceau d'indices suffisant, malgré l'absence de preuve d'une complicité interne au site industriel. Les prévenus ont été condamnés à des peines de prison allant jusqu'à trois ans, dont une partie avec sursis, avec obligation d'indemniser les parties civiles.

SOURCE

La Nouvelle République, édition de la Vienne, 09/01/2026, p. 4

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

DRAME SUR UN CHANTIER À URRUGNE : UN OUVRIER MEURT, UN AUTRE GRIÈVEMENT BLESSÉ

Un drame s'est produit hier sur un chantier. Un salarié de l'entreprise Duhalde d'Ustaritz est décédé et un autre a été gravement blessé lors d'un accident du travail à Urrugne (Pyrénées-Atlantiques). Les deux ouvriers intervenaient sur un chantier de construction d'un réservoir d'eau potable, sous maîtrise d'ouvrage de la Communauté d'agglomération Pays basque.

L'accident s'est produit lors de la chute d'une banche métallique, depuis une hauteur d'environ six mètres, qui a basculé sur la nacelle où se trouvaient les salariés. Une enquête conjointe de la police judiciaire et de l'Inspection du travail est en cours. Les travaux sont suspendus. Le syndicat basque LAB a réagi.

SOURCE

Sud Ouest, Béarn & Soule, 09/01/2026, p.12
La République des Pyrénées, 09/01/2026, p. 4
Mediabask, 08/01/2026, en ligne

BANQUES, ICI VOUS TROUVEREZ TOUJOURS A QUI PARLER

PRESENTEZ VOS SOLUTIONS D'ÉPARGNE SALARIALE

FAITS-DIVERS

DEUX-SÈVRES

L'UROLOGUE SOUPÇONNÉ DE MALTRAITANCE ET DE VIOL RESTE SUSPENDU À NIORT

Mis à pied cet été après des soupçons de maltraitance envers des patients et une plainte pour viol, un médecin urologue du centre hospitalier de Niort est suspendu pour cinq mois de plus. En poste depuis 2003, le praticien est visé par de nombreux signalements de patients et de soignants, certains remontant à 2012, avec une recrudescence en 2023. L'enquête est toujours en cours.

SOURCE

La Nouvelle République, édition des Deux-Sèvres, 07/01/2026, en ligne.

DORDOGNE

UNE EX CONSEILLÈRE BANCAIRE CONDAMNÉE POUR AVOIR DÉTOURNÉ PRÈS DE 30 K€

Une ancienne conseillère bancaire, depuis retraitée, a été reconnue coupable lundi par le tribunal correctionnel de Périgueux d'avoir détourné 27 689 euros au préjudice d'un client âgé vulnérable. Entre 2014 et 2015, elle avait opéré des retraits et virements à l'insu de la victime, aujourd'hui décédée. La prévenue a été condamnée à huit mois de prison assortis d'un sursis probatoire de 24 mois et à rembourser les sommes aux ayants droit.

SOURCE

Dordogne Libre, 06/01/2026, p. 9

CHARENTE-MARITIME

POUR REMÉDIER AUX EFFETS DES INTEMPÉRIES, L'HÔPITAL HÉBERGE SES SOIGNANTS

Une quinzaine de soignants de l'hôpital de La Rochelle ont été hébergés par leur employeur en raison de la neige et du verglas, au début de la semaine. Cette mesure extraordinaire, rendue possible par la mise à disposition de chambres d'hospitalisation de jour inoccupées la nuit, visait à ne pas déstabiliser les services, déjà fragilisés par la grippe et par le mouvement de grève national de la médecine de ville.

SOURCE

Sud Ouest Charente-Maritime, 08/01/2026, p. 17

GIRONDE

UN EX-INSTITUTEUR POURSUIVI POUR UNE DIZAINE DE VIOLS PRÉSUMÉS À BORDEAUX

Un ancien instituteur de l'établissement privé Saint-Genès-LaSalle de Bordeaux-Talence sera jugé devant la cour criminelle de la Gironde. Âgé de 54 ans, il est accusé de 17 viols commis entre 2008 et 2012 sur des élèves de CM1, ainsi que de plusieurs agressions sexuelles plus récentes. L'enquête a identifié 36 victimes potentielles. L'institution avait été prévenue en 2011, mais l'enseignant n'avait fait l'objet que d'une mesure de rappel à l'ordre. L'affaire avait rebondi en juin 2023, lorsqu'il avait été surpris filmant des élèves sous la porte des douches en classe de mer. Placé en détention provisoire, il conteste les viols.

SOURCE

Sud Ouest toutes éditions, 08/01/2026, p. 2-3



AQUISOCIAL
LA SEMAINE SOCIALE EN NOUVELLE-AQUITAINE

Aquisocial, la Semaine Sociale en Nouvelle-Aquitaine du 09/01/2026

est une revue de presse numérique éditée par Benoît Caurette, 120 rue Saint-Roch, 16000 Angoulême ; www.aquisocial.fr

Hebdomadaire, paraît le vendredi

Relève du dépôt légal de l'internet (Code du patrimoine, art. L132-2).

La revue est archivée par la bibliothèque nationale de France dans le cadre de ses collectes numériques.

Responsable de la publication : Benoît Caurette (b.caurette@aquisocial.fr)

Aquisocial propose des synthèses de l'actualité sociale en Nouvelle-Aquitaine à partir d'articles diffusés par les médias régionaux. Les contenus sont organisés et résumés par un journaliste professionnel aux fins de fournir un aperçu structuré. Chaque texte mentionne sa source originale.